



Bulletin de

Directeur de Publication : Mme Martine LEBLOND

Commission Paritaire n° 10 15 S 07 969

Imprimé par nos soins

Prix : 1 €

l'Union Départementale CGT Savoie

Bimensuel

Bulletin n° 962 du

14 FEVRIER 2014

EDITO

Pourquoi le 6 février ?

Camarades lecteurs, faites l'effort de lire la lettre en dernière page (parue dans l'Humanité du 11/02). C'est le cri de désespoir d'une salariée survivant avec 201 € par mois.

Notons que l'Huma est un des seuls quotidiens à évoquer la situation de ces millions de privés d'emploi, de précaires, et de travailleurs pauvres.

Il devient de plus en plus fréquent de connaître des personnes, dans notre entourage pour qui, les fins de mois difficiles, commencent dès le 10...

3,1 millions de salariés sont au SMIC. Rappel : c'est normalement le salaire minimum d'embauche.

5,5 millions sont privés d'emploi ou en recherche d'un travail autre qu'un stage ou d'un CDD de quelques jours.

La majorité des journaux préfère évoquer le soit disant « *coût du travail* », le « *manque de compétitivité de l'économie française dû aux salaires trop élevés, aux allocations familiales, de chômage, de vieillesse* »

Et bien entendu, reprendre les propositions du MEDEF, sans faire connaître les propositions alternatives de la CGT.

Cette introduction permet le lien avec le 6 février, journée d'action interpro pour créer un rapport de force contre les souhaits du MEDEF et leurs mises en œuvre par le gouvernement.

Rappel : cette journée est le retour de la CGT dans l'entreprise ou dans le service. Retour car comme entendu au CCN des 11 et 12/02, « *la CGT est plus présente aux ronds points qu'auprès des salariés, sur les lieux de travail* ».

Cette journée a permis le lien entre les revendications « à l'entreprise » et, « hors entreprise ».

Cette journée était aussi l'organisation de manif interpro.

Sur le département nous avons rassemblé 900 salariés, retraités, privés d'emploi alors que nous étions seul à appeler. Il ne faut surtout pas le minimiser.

Saluons notamment la présence massive de salariés du Géant Casino d'Albertville

Nous avons organisé des débrayages dans de nombreuses entreprises et administrations, avec des prises de parole devant celles-ci.

Nous avons organisé des AG de syndiqués pour débattre de cette journée.

Oui le 6 février est à la fois une étape dans notre campagne sur le coût du capital et la construction d'un rapport de forces.

Construisons en AQVS (Améliorons notre Qualité de Vie Syndicale) les prochaines dates de mobilisation :

- ♦ **Samedi 8 mars** en organisant une manifestation en lien avec les autres OS et associations.
- ♦ **Mardi 18 mars** pour sauver notre Sécu issue du CNR et de la volonté du ministre communiste des travailleurs Ambroise Croizat.
- ♦ **Vendredi 4 avril**, journée d'action à l'appel de la CES
- ♦ **Le 1er mai** qui doit revenir une journée revendicative.

Eric Granata

SOMMAIRE

Page 1 EDITO

Page 2 à 5 LA VIE DES SYNDICATS

Page 6-8 le 6 FEVRIER

Page 9 LE PRIX DU TRAVAIL

Page 10 MUTUELLE OBLIGATOIRE ET FISCALISATION

Page 11 UNI CONTRE L'EXTREME DROITE

Page 12 LETTRE DE DESESPOIR

Encart : JOUR DE FETE A ALPESPACE LE 17/05

La vie des syndicats et de l'UD

cgt et salariés

de Tivoly dans une démarche

Une démarche collective et démocratique :

Le 27 novembre : une AG décide d'une consultation des salariés

Le 15 décembre 2013, diffusion du questionnaire

Le 6 janvier 2014 : les revendications sont établies à partir de la consultation (48 % de réponses). En AG est présenté l'évolution des dividendes, celle de la rémunération des dirigeants, celle de la masse salariale, de la valeur ajoutée, des effectifs...

14 janvier. 2^{ème} réunion et remise des revendications à la direction

23 janvier. En ouverture de la réunion, la CGT annonce qu'elle attend les propositions de la direction mais qu'elle n'en débatera pas, préférant les porter d'abord auprès des salariés. La direction formule ses propositions, bien évidemment pas au niveau des attentes.

Seule satisfaction, l'embauche en CDI de 3 intérimaires.

Entre le 23 et 27 janvier. Huit assemblées de salariés sont menées par la CGT sur les trois sites de Tivoly.

Une AG de syndiqués le 27 pour préparer la réunion du lendemain.



Le 28 janvier. 4^{ème} réunion avec la direction qui « avance » de manière très insuffisante. L'AG de la veille avait été claire, pas de signature CGT avant une réelle progression.

1^{er} Février : AG à l'UL d'Albertville avec 30 personnes présentes, où il est décidé :

- ♦ grève sur le site le 2 février le temps de la réunion
- ♦ Participation à la journée nationale d'action du 6 février

Du 3 au 5 février : la Direction se fait très discrète, tout en tentant de nous discréditer.

Le 7 février : Appel à débrayer pendant le temps de la réunion ; très suivi :

- ♦ FO se contente de 1 %
- ♦ CFDT se satisferait bien de 1,3 % à 1,5 %
- ♦ La CGT propose des pistes de négociations en partant de la première revendication (65 €) soit 40 € en janvier + 20 € en avril ou encore en 3 X 20 € ; la CGT demande de remettre sur la table, toutes les revendications initiales.

Par cette démarche de consultation, collec-

tive, démocratique et d'actions, la direction est plutôt déstabilisée.

A suivre

ALTEO ARC LA BATHIE

M

ais que recherche exactement la direction ?

« Plutôt que d'écrire des lettres recommandées aux salariés, il vaudrait mieux qu'ils écrivent l'avenir de l'usine ! » écrit la CGT dans un tract.

Depuis plusieurs mois, la CGT tente d'alerter la direction sur la dégradation des conditions de travail et le sentiment de mal être ressenti. Les causes de cette situation :

- ♦ le manque de perspectives
- ♦ Une désorganisation des ateliers
- ♦ Un fort sentiment de déconsidération du personnel

La direction ne fait rien, la situation pourrait Mise t-elle sur une résignation du personnel, y compris avec des sanctions à l'appui ?

La CGT continue d'appeler à de multiples mobilisations du personnel.

Les retraités de La Bâthie en AG

Avec ses 85 syndiqués, cette section vient de réunir ses adhérents pour la remise des cartes 2014, analyser la situation et partager la galette des rois ; 65 présents.

La question de la perte d'autonomie et de son accompagnement par la collectivité (aide à domicile, HEPAD, hospitalisation....) a été au cœur des débats.

L'aspect convivialité était aussi à l'ordre du jour : boules, belote, loto

Saisonniers des remontées mécaniques et services des pistes

Samedi 1er Mars

de 10 H à 13 H

Au péage de Ste Hélène sur Isère

Diffusion de tracts pour informer les vacanciers pour faire prendre conscience de leur situation, de celle de l'ensemble des saisonniers, mais aussi du fait qu'il ne peut y avoir de tourisme sans industrie.

Actifs, Retraités : Participons au Congrès de l'USR

une part, cela passera par une nouvelle génération de militant(e)s dans les sections de retraités et à la structure départementale (l'USR) mais aussi en terme de conception d'organisation des retraités : sections d'entreprises telles qu'elles existent, des sections multiprofessionnelles, des sections à créer (sur les lieux de vie) etc

Les secrétaires généraux des syndicats d'actifs sont invités à débattre de la participation de leur syndicat à ce congrès, dans l'intérêt de toute la CGT en Savoie.

Le Congrès des retraités CGT de Savoie se tiendra le **6 Mars** au **Gymnase Marcel Paul à La Ravoire**. Le syndicalisme CGT retraité a besoin d'une nouvelle impulsion. Pour



Elections Prud'hommes

Une première victoire

*Le Gouvernement sous la pression sociale et politique a annoncé le **report** au printemps prochain, du débat parlementaire sur la suppression des élections prud'homales. Mais Michel Sapin ne renonce pas pour autant à son projet. La CGT s'est mobilisée : pétitions par milliers, interventions dans les Assemblées Générales et Audiences solennelles, interpellation des députés et sénateurs, déclarations unitaires, conférences de presse, etc ...*

Plus que jamais l'action continue !

Nous devons exiger du Gouvernement qu'il annonce dès maintenant la date des élections prud'homales afin qu'elles puissent avoir lieu au plus tard en décembre 2015.

Objectif : obtenir 500 000 signatures.

En Savoie, nous commençons à avoir des retours de pétition, seulement il faut la proposer à signature. Les syndicats de Bollhoff, de la FAPT ... l'ont proposé et ça signe !

Merci de ramener rapidement les pétitions signées à l'UD, pour ensuite prendre des initiatives locales.

Important

Publication des comptes des syndicats

Pour aider les syndicats à publier leur compte, des permanences sont assurées dans les UL par des camarades :

- ♦ UL d'Ugine : **21 février**
- ♦ UL de St Jean : **20 février**
- ♦ UL de Chambéry : **les 11 février et 11 mars**
- ♦ UL d'Aix : **4 mars**

Stages—Journées d'étude

24 au 28 mars : Niveau 1 à Chambéry (inscription à l'UL)

24-25 mars : NAO

27-28 mars : Conseillers du salarié



2-3-4 avril : animateurs de la vie syndicale

3 avril :

CARSAT : »Evaluation des risques professionnelles«

7 au 11 avril : 1^{ère} Partie du Niveau 2

Grève Carbone

Savoie 13 février. Taux de gréviste :

98 % Ouvriers / Maîtrises

ATELIERS ET BUREAUX VIDES = COLERE DES SALARIES

Les élus sont sur le site dès 2H30 du matin

3H30 / 8h / 11H30 / les salariés arrivent pour prendre leur poste dans les ateliers ou les bureaux. Les élus se dirigent vers eux pour leur expliquer le motif de cette grève et donnent la consigne de

rester sur le site toute la journée. Consigne suivie. Les discussions commencent entre les salariés et les élus. Certains ont le visage tiré, d'autres regardent les bâtiments de l'usine qui se dégradent. L'inquiétude est grande. Nous devons nous battre.

Mobilisation et maintien du piquet de grève très suivis devant l'entreprise toute la journée.

La CGT a appelé les salariés à rester solidaire pour engager toutes les luttes nécessaires pour la défense de nos emplois sur le site de Carbone Savoie Notre Dame de Briançon. Nous sommes déterminés.

La CGT a aussi souligné que cet appel à la grève était aussi pour le soutien de nos Camarades de Lan-nemezán où une annonce de fermeture de site a été posée sur la table le 11/02. *Aujourd'hui c'est eux, demain c'est nous !!!*

La CGT ne veut pas entendre de suppression d'emplois et de fermeture de site. Graisser les actionnaires au détriment de nos emplois ? CA SUFFIT.

Le travail reprendra le 14 février à 4H.

TOUS SOLIDAIRES.

A SUIVRE !!!

David PIVIER—Délégué Syndical CGT Carbone Savoie

LE 6 FEVRIER

CAMPAGNE SUR LE COUT DU CAPITAL

ET POUR UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES

« Il faut, pour cette campagne, partir du lieu de travail et non pas finir par le lieu de travail », c'est-à-dire l'inverse d'une démarche descendante.

Le 6 février, constituait une première étape de cette démarche : parfois oui, mais trop souvent, nous sommes restés dans le traditionnel appel à l'action.

Cependant, dans ces dernières semaines, nous avons montré une organisation CGT engagée, qui a pris ses responsabilités seule en tant qu'organisation syndicale, en multipliant les initiatives de préparation au 6 février :

- ♦ des milliers de tracts distribués aux portes des entreprises, aux ronds points, aux entrées des zones
- ♦ La diffusion du 16 pages , supplément de la NVO (10 000 ex. en Savoie) sur le coût du capital
- ♦ Des collages
- ♦ Des assemblées de syndiqués dans les entreprises, des AG dans les UL

- ♦ Des appels à des arrêts de travail décidés plus collectivement, et en lien avec les problèmes de sa boîte.

Malgré le contexte difficile, les syndiqués de la CGT ont affiché leur volonté d'agir. **Nous avons ensemble engagé un travail de fond ambitieux pour redonner confiance dans l'action collective.**



Alors que tout est fait pour masquer les mécaniques d'exploitation et empêcher les salariés de prendre leur affaire en main, notre campagne sur le coût du capital contribue à armer idéologiquement les adhérents et fait le lien avec son entreprise, à partir des revendications des salariés, de leur vécu, leurs attentes.

Nous en revenons au rapport fondamental entre le capital et le travail

En Savoie, plusieurs tracts CGT d'entreprise ont fait le lien entre le coût du capital et leur propre situation. C'est ce travail de fond qui est décisif, qui nous permet d'être concret, à portée et surtout force de propositions.

Au plan national, le 6 février, ce sont plus de 150 initiatives de la CGT qui ont permis à des dizaines de milliers d'hommes et de femmes de réclamer une autre répartition des richesses. Cette première journée d'action interprofessionnelle de l'année 2014, confirme que les salariés sont disponibles à l'action collective sous des formes correspondant à la diversité des réalités du monde du travail. **Solidaires dans l'entreprise et rassemblés dans la rue** pour porter leurs exigences de progrès social.

En Savoie :

Chambéry (rejoint par la camarades de Maurienne) de multiples diffusions de tracts et de collages.



Une prolongation de dernière minute de cette journée chargée : une invitation à participer à une **conférence débat à 16 h 30, à la salle J. Renoir sur le thème du coût du capital**, animée par *Arlette Charlot*, économiste (près de 40 participants), dont plusieurs ont déclaré « *comme ça on comprend mieux cette notion abstraite du coût du capital* », (même si l'on parle en milliards €).

Dès 12 h 30 place des Eléphants, vin chaud et diots accueillaient les premiers manifestants. Les retraités faisaient signer leur carte pétition à l'adresse de F. Hollande. Une pétition sur les élections Prud'homales commençait à circuler. Les Euriware se faisaient déjà voir et entendre.

Eric Granata, secrétaire général de l'UD, prenait la parole à 14h30, suivi de l'intervention de Thierry Achaintre d'Euriware.

Le cortège d'environ 500 manifestants s'est dirigé vers le Palais de Justice, où Fabrice Giacomini, en tant que conseiller Prud'hommes prenait le micro pour dénoncer les attaques contre les Prud'hommes et les conditions d'exercice de leurs missions.

Deux nouveaux arrêts de cortège : la permanence de la députée B. Laclais où était dénoncée son attitude par les camarades d'Euriware ; l'autre arrêt : face à la Mairie de Chambéry où 2 camarades territoriaux dénonçaient la politique de la municipalité de Chambéry et de ses objectifs pour 2014.

Fin de la manifestation devant la Préfecture, Place Caffé.



A noter que les camarades d'EDF ont mené une action au Cheylas. A 120 personnes ils ont font irruption dans la salle de commande, mettant à l'arrêt 2 groupes de 250 mégawatt chacun de 9 h à 21 H.

En Tarentaise-Albertville :

Le 6 février, la CGT a rassemblé à Albertville des salariés du privé, du public, des retraités, jeunes, privés d'emploi, tous mobilisés contre le coût du capital et ses conséquences sociales sur le monde du travail.



350 salariés de l'industrie, ceux du pré-rassemblement d'Ugine et de La Léchère, Tivoly, Alcan La Bâthie, du BTP, les cheminots, les retraités, Arkéma La Chambre, la Poste, Géant Casino (100 salariés en grève sur 180 !), l'hôpital, les territoriaux, l'énergie, les finances, la justice, les enseignants présents à **Albertville** ont défilé dans la *zone commerciale du Chiriac* pour démontrer leur volonté de reprendre la main par l'action et surtout le Tous ensemble pour dire « NON » à l'austérité mais « OUI » au progrès social.

Après de nombreux mauvais coups portés :

- ◆ allongement de la durée de cotisations à 43 ans pour un départ à la retraite
- ◆ Après l'accord national interprofessionnel prétendu de sécurisation de l'emploi, qui permet aux employeurs d'expédier les plans sociaux et d'imposer des baisses de salaire
- ◆ Après certaines dispositions de remise en cause du repos dominical, avec l'autorisation aux enseignes de bricolage d'ouvrir une fois par mois le dimanche.

Les salariés pour stopper cette avalanche de reculs sociaux ont répondu présent : 70 salariés des usines de Carbone Savoie, de Ferro Pem, de Graftech, se sont rassemblés devant la mairie de La Léchère. 80 salariés des usines d'Ugitech, Timet, Cézus se sont rassemblés à Ugine devant le portail de l'usine Cézus.

Certains des salariés de ces rassemblements ont rejoint la manifestation à Albertville.



Au total : plus de 500 salariés se sont mobilisés sur ces territoires pour dire « ça suffit, c'est un autre choix de société que nous voulons ».

Le prix du travail et les mauvais « coups du capital »

La campagne sur le « coût du travail » fait des dégâts dans les consciences et pèse sur la capacité de mobilisation.

C'est une guerre idéologique, linguistique, psychologique d'une intensité incroyable. Quand on répète, par grands médias interposés, par une majorité de politiques et « d'experts » que le salarié, le retraité, le privé d'emploi est un « coût », une « charge » ... qu'ils freinent la compétitivité française (et que certains d'entre eux seraient des « fraudeurs », des « assistés » ...) forcément, ça laisse des traces.

Pourtant, répétons-le, martelons-le : seul le travail est créateur de richesses, sans l'intervention humaine pas de création de richesses. **Et l'enjeu, c'est le partage de la valeur ajoutée produite par le travail.**

Or, toutes les annonces, projets du gouvernement vont dans le même sens, celui des exigences du MEDEF qui en-

tend diriger la France comme un grand groupe.

Salaire, cotisations sociales, fiscalité, législation du travail, accès à la justice, services publics, système de protection sociale tout doit passer par -dessus bord ! Tout pour l'actionnaire ! En somme : **moins d'Etat, plus de patronat !**

Chaque jour, le patronat franchit un cap supplémentaire. Parallèlement, les droites sortent du bois et occupent le terrain médiatique aussi bien que la rue. Pour l'instant, il n'y a pas de fusion de l'ensemble, mais

Pendant ce temps, Bercy se prépare à sortir Jersey et les Bermudes de la liste noire des Paradis Fiscaux.

Pour les traders, c'est champagne (!) dans les salles de marchés. La capitalisation boursière mondiale atteint 61 975 milliards de dollars fin 2013. C'est le double de la valeur des entreprises cotées il y a 10 ans. Le record d'avant crise, 60 000 milliards en 2007 est battu. Une

hausse de plus de 18 % en un an.

Au total, les entreprises du CAC 40 ont versé 43 milliards aux actionnaires en 2013 sous forme de dividendes et rachats d'actions.

Michel Sapin, chargé du projet présidentiel : « Je n'ai jamais autant vu de chefs d'entreprises et de banquiers, même quand j'étais ministre de l'économie et des finances, que depuis 3 mois ». Et malheureusement, ça s'accélère.

Alors, poursuivons, amplifions la bataille des idées avec les syndiqués, les salariés, les inorganisés, les privés d'emploi, les retraités.



Voici l'intégralité de la lettre de Patricia, où cette femme de 48 ans interpelle sur l'enfer quotidien de la pauvreté et décrit les extrémités auxquelles elle est poussée pour subvenir à ses besoins.

OBJET : DÉSEPOIR

Mesdames, Messieurs,

Je suis âgée de 48 ans. Je vis seule. Je suis en recherche d'emploi depuis janvier 2013. Je bénéficie d'une reconnaissance de travailleur handicapé.

Depuis le début de mon indemnisation Assedic, je perçois environ 680 € mensuels, ainsi que 110 € d'APL pour mon loyer. (Une vraie richesse, vous allez me dire.) Je me fais aider ponctuellement par les services sociaux de Guéret pour les factures. Pour l'alimentaire, c'est plus compliqué : je suis au-dessus des minima sociaux, donc ne peux bénéficier d'aucune aide alimentaire.

Mon ARE a pris fin le 9 janvier dernier. J'ai fait une demande d'ASS, mon dossier est en examen à Pôle emploi. Je vais percevoir pour janvier 201 € d'Assedic. En attendant la décision de me l'octroyer ou pas. Si c'est positif, je percevrai environ 450 € mensuels – si c'est négatif, je devrai faire une demande de RSA auprès de la CAF. Donc refaire un nouveau dossier et patienter pour l'examen de celui-ci. Donc pour le mois de février, je vais devoir vivre avec 201 € ?

QUESTIONS :

Comment je paye mon loyer ce mois-ci ? Loyer de 230 €.

Comment je paye mon EDF ? J'ai déjà un retard de facture avec menaces de coupure. Environ 350 €.

Comment je paye mes assurances voiture et maison ? 48 €.

Je vais juste être dans l'incapacité à régler l'ensemble de mes factures, une fois de plus, et me retrouver, une fois de plus, dans le rouge auprès de mes créanciers. J'ai subi une expulsion en août 2012, je pense que je vais de nouveau droit dans le mur...

Je suis diabétique sous insuline, je dois avoir une alimentation dite équilibrée, ça sera dans une autre vie car maintenant c'est complètement impossible.

Il y a déjà bien longtemps que je ne mange pratiquement plus de viande, poisson – on s'y fait.

5 légumes et fruits par jour – bon là, je suis obligée de rigoler, les fruits et légumes s'éloignent eux aussi de mon alimentation.

Faites le compte de ce qu'il reste pour la nourriture et

de ce qu'il faut que je mange pour avoir une ration normale à la vue de mon diabète et vous allez faire vite le tour.

Je suis résignée, je ne fais qu'un repas par jour, en général le soir, et puis voilà, on en meurt pas – je mets juste ma santé en jeu par ce mode de fonctionnement alimentaire, mais comment faire autrement ?

Je ne bois pas, je ne fume pas, je n'ai aucune activité extérieure payante, je ne fais pas le shopping toutes les semaines, je ne pars pas en vacances, j'ai tout réduit au minimum syndical.

Je suis une femme de mon temps, un brin féministe, et j'ai dû cette année utiliser une action qui porte le nom de Prostitution. Pas pour aller boire un coup ou au restaurant. Non, juste pour remplir mon frigo car je crevais de faim. Laisser sa fierté dehors, ne plus se sentir humaine, juste un objet, et après réussir à se regarder en face sans vomir. Mais cet argent difficilement acquis m'a redonné souvent de la joie en voyant mon frigo de nouveau plein. Pas vraiment le choix...

Malgré la maladie, je suis une personne courageuse, très motivée, je ne veux simplement, comme 5 millions de chômeurs, je crois, qu'un emploi. Un salaire de 1 200 € net mensuels m'irait très bien. Pas de contrats aidés – véritable fumisterie et escroquerie – non, juste un job pour me sentir une humaine digne – pour vivre comme beaucoup, simplement. J'ai une formation de secrétaire et de multiples expériences dans d'autres emplois. J'accepterai n'importe quel emploi en adéquation avec ma maladie. À 48 ans, célibataire, sans enfant à charge, possédant le permis et un vieux véhicule, je me sens totalement prête à reprendre une activité...

Voici le résumé de ma vie et j'espère que vous aurez pris le temps de me lire entièrement.

Ce qui me rend encore plus triste, c'est qu'en Creuse, je ne dois pas être la seule, combien de personnes qui souffrent ?

QU'EST-CE QUE JE DOIS FAIRE ?

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sincères salutations.